ISLAMISME À LA MODE TURQUE

Le prosélytisme religieux d'un pays laïque !

(8e partie)

Par Ali El Hadj Tahar
ali.benamar54@gmail.com

Avant l'avènement d'un islamisme à la turque en Syrie, en Irak, au Liban ou en Jordanie, il faudrait d'abord qu'il y ait un sentiment proturc ; car ces pays se caractérisent par un sentiment national très fort qui rejette toute subordination à un voisin quel qu'il soit, surtout de souche ottomane, une souche honnie des sunnites et des chiites de l'ancienne Syrie et de l'ancien Irak comme au Hedjaz, l'actuelle Arabie Saoudite.

Photo : DR

Tayyip Erdogan et Bachar Al-Assad.

La complicité de l'AKP avec les chefs de partis islamistes arabes n'est pas une lune de miel avec les masses arabes, qui n'ont pas besoin de prosélytes ni de protecteurs mais d'alliés, à tout le moins de partenaires qui ne s'ingèrent pas dans les affaires intérieures et se contentent des échanges mutuels pour tous.

Le lien de l'AKP avec les islamistes syriens est de pure allégeance, le Premier ministre turc ayant carrément mis en danger la sécurité de toute la région en soutenant une opposition constituée de salafistes extrémistes, comme le prouvent les innombrables attentats perpétrés par leurs hordes terroristes. Croyant que les islamistes étaient puissants dans ce pays, que le soutien occidental et saoudo-qatari était suffisant pour ébranler le régime d'El-Assad, Erdogan a soutenu un axe (Etats-Unis, Arabie Saoudite, Qatar) dont il mesure aujourd'hui la vacuité et les conséquences désastreuses pour son pays sur le plan économique et politique, car les Turcs refusent cette ingérence dans les affaires d'un Etat voisin, une ingérence qui risque de mettre le feu aux poudres entre les deux pays, comme l'atteste la tension qui a suivi la destruction d'un avion militaire turc par la DCA syrienne. Or, Bachar El-Assad fut le premier président syrien à se rendre en Turquie, en 2004. Grâce à lui, les transactions commerciales entre les deux pays atteignirent 2,27 milliards de dollars.

En mai 2011, Erdogan déclarait : «Assad est un bon ami», puis, le mois suivant, il devenait son pire ennemi. En vérité, la Turquie avait commencé à accueillir les opposants armés syriens depuis mars 2011 ! Puis, selon l'Agence française de presse (AFP), Erdogan aurait proposé d'aider El-Assad à arrêter l'opposition armée s'il intégrait un quart des Frères musulmans dans le gouvernement ! Damas a refusé, et Ankara a certes démenti cette information mais a continué à soutenir, abriter et entraîner des terroristes se qualifiant d'Armée syrienne libre mais composés d'une trentaine de factions djihadistes, dont Al Qaïda.

En appliquant l'agenda américain dans leur région, les Turcs risquent gros en misant sur le plus fort. En sacrifiant la relation de bon voisinage avec la Syrie, la Turquie s'est alignée sur un Qatar qui a l'avantage d'être loin de la zone de turbulences. Parmi les opposants syriens, il y a Burhan Ghalioun, ce prof de civilisation arabe à Paris III et membre du Conseil national syrien qui instrumentalise Al Qaïda pour prendre le pouvoir. Ghalioun renie son livre *Islam et politique. La modernité trahie,* Casbah éd. Alger, 1997, pour devenir un pantin de l'impérialisme.

L'auteur, qui dénonçait le fascisme rampant, le populisme décadent et les violences islamistes, a aujourd'hui recours au terrorisme pour accéder au pouvoir ! C'est avec le Qatar et l'Arabie Saoudite et leurs terroristes que l'AKP veut instaurer la démocratie dans des pays arabes ?

La politique étrangère belliciste de l'AKP fait peur à la majorité des Turcs. Récemment, Faruk Logoglu, le vice-président du principal parti de l'opposition, le Parti républicain du peuple (le CHP, fondé par Atatürk) de tendance sociale-démocrate et représentant 26% des suffrages aux dernières législatives de juin 2011, a sévèrement critiqué la politique étrangère d'Erdogan : «Nous sommes hostiles à l'Arménie, nous avons des jours difficiles avec l'Iran et l'Irak, nous sommes au bord de la guerre avec la Syrie, nous échangeons des menaces avec Israël et nous menaçons la partie grecque de Chypre. Qu'est-ce qui est correct dans cette ligne de la politique étrangère ?»

Le pire ennemi des islamistes est le parti Baath, unique bastion anti-impérialiste dans le monde arabe d'autant que fondé sur une base démocratique, moderne et laïque, qui a fait de la Syrie un pays autosuffisant dans les domaines de l'agriculture, des médicaments et de la confection et qui, en dépit de ses limites, respecte toutes les confessions. Or, l'islamisme vise à l'instauration d'une «oumma» musulmane dans le cadre d'un califat dirigé par une oligarchie ou un clergé. En Syrie, l'AKP a donc préféré enfourcher les chars de l'OTAN pour imposer son islamisme à un peuple éduqué dans la laïcité.

Pour avoir les lauriers de sauveur de peuples en danger, il soutient des salafistes purs et durs comme le Mouvement de libération islamique et le Shabab Mohamed (les jeunesses de Mahomet) et Burhan Ghalioun, cet opposant devenu chef terroriste qui écrivait autrefois, en français, SVP : «Nulle part dans le Coran il n'est écrit que Dieu a promis aux musulmans un Etat ou une entité politique quelconque ; il promet le paradis et le pardon. Le contraire aurait signifié que la construction d'un Etat était la fin de la religion, et le résultat paradoxal de la fondation d'un Etat divin sur terre rendrait inutile la Résurrection et le Jugement dernier» (in *Islam et politique. La modernité trahie*, p.33). La duplicité de l'AKP avec El-Assad rappelle celle qu'Erdogan a réservé à Kadhafi. La Turquie avait des marchés dans des projets immobiliers libyens à hauteur de 25 milliards de dollars, mais elle ne s'est pas opposée à l'invasion de l'OTAN qui a fini par détruire la djamahiriya de Kadhafi ! S'il avait quelque pouvoir, Abdel Jalil serait probablement reconnaissant envers Erdogan en lui octroyant quelques miettes mais il accorderait la primeur aux Français et aux Etats-Unis. Préférant l'allégeance, Erdogan a pris le risque de faire perdre à son pays des marchés immenses au profit des nations belliqueuses.

De «zéro ennemis» à «zéro amis» !

Désormais Erdogan s'est trop empêtré dans la crise syrienne pour accepter que Bachar El-Assad reste au pouvoir, car la crise risque d'atteindre le pays comme elle a atteint le Liban. En outre, le manque à gagner du commerce avec la Syrie commence à peser dans les régions frontalières avec ce pays, comme ce fut le cas dans les villages marocains lors de la fermeture des frontières avec l'Algérie. L'ingérence armée est peu probable car la Syrie n'est pas la Libye, mais les Turcs vont en pâtir si la situation dégénérait en une crise armée : la catastrophe ramènerait les deux pays cent ans en arrière, selon un opposant turc. La Turquie a ramené le feu devant chez elle et ignore comment l'éteindre, avertit cette opposition qui voit le pays entouré de «zéro amis» au lieu d'être entouré de «zéro ennemis» comme le promettait le diplomate en bretelles, Ahmet Davutoglu.

Le parti CHP a encore réaffirmé son opposition à la politique anti-syrienne : «Le Parti républicain du peuple est aux côtés de la majorité du peuple turc qui s'oppose à l'intervention militaire en Syrie depuis la Turquie (…) Le peuple turc ne veut pas de guerre, en particulier avec les amis syriens,» a déclaré le 4 avril dernier Osman Faruk Logoglu, vice-président du CHP. Il a par ailleurs confirmé la présence de «groupes terroristes armés» sur le territoire turc qui sert de base arrière pour déstabiliser la Syrie, une base arrière dont même le *Washington Post* révèle l'existence, alors que *le Canard enchaîné* français en avait parlé il y a des mois de cela. Or, Damas n'a jamais essayé de se venger ni d'instrumentaliser l'opposition kurde, comme le fait Ankara en Irak «en nouant une sorte de relation d'Etat à Etat avec le Kurdistan irakien», toujours selon Logoglu qui a averti que «le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir, entraîne la Turquie vers la guerre.»

A cause de sa gourmandise, la Turquie vient ainsi donc de renforcer son statut de vassale des Etats-Unis d'autant qu'elle tire des profits instables et fragiles de son soutien à tous ces «printemps», les Arabes n'ayant pas l'habitude de suivre les chants des sirènes mais des guides ayant des preuves plus tangibles qu'une nouvelle formule islamique, des feuilletons qui plaisent et des produits industriels sans usines locales. Certains musulmans peuvent être sensibles à ce toc, comme ces manifestants égyptiens brandissant des affiches d'Erdogan moyennant bakchich, mais ils savent aussi que la Turquie est un allié essentiel d'Israël, et qu'elle ne le trahirait pas si elle devait choisir.

L'histoire a déjà montré que la défense des musulmans n'est pas leur fort : juste après le débarquement de Sidi Fredj, les Ottomans ont embarqué leurs harems et leurs trésors pour rejoindre leur pays sans défendre un pouce du territoire où ils sont restés trois siècles et où ils n'ont jamais daigné mettre des Algériens de souche à des postes de responsabilité.

L'Arabie Saoudite ne voit pas d'un bon œil l'agitation turque et surtout le prosélytisme à la Fethullah Gülen, ce prosélyte à milliards qui leur fait de l'ombre[1]. Certes, les deux pays ont accepté des missions supplétives au profit de l'impérialisme occidental dans le cadre du «printemps arabe». Certes, les deux pays sont alignés aux avant-postes d'une guerre au profit de l'Occident, mais rien ne va entre eux en réalité. Et leur différend en matière d'histoire semble le plus lourd, les quatre siècles d'occupation ottomane étant considérés par les habitants de l'ancien Hedjaz comme une colonisation. D'ailleurs, les autorités saoudiennes ont décidé de détruire la forteresse ottomane Al-Ajyad, à *La Mecque*, afin de construire à sa place un complexe immobilier ! Ankara est convaincue que Riyad veut faire table rase du passé ottoman d'autant que la maison de Lawrence d'Arabie à Djeddah a été transformée en musée !

Transformer en musée la demeure du chrétien qui a aidé les Arabes à se débarrasser des Ottomans et détruire des ruines turques équivaut à une insulte pour Ankara d'autant que beaucoup d'autres sites, cimetières et mausolées ottomans ont subi pareil saccage. Les islamistes de l'AKP devraient pourtant savoir que le salafisme interdit «de glorifier les bâtiments et les sites historiques», selon la fatwa lancée en 1994 par le mufti Abdelaziz Ben Baz, la plus haute autorité religieuse du régime wahhabite.

Cet interdit vise à supprimer le «tawassoul», qui consiste à demander l'intercession d'un prophète ou d'un saint. Le wahhabisme prône donc la destruction de tout lieu historique, même islamique, et parmi les sites détruits à La Mecque et à Médine, il y a le tombeau d'Amina bint Wahb, la mère de Mohamed (QSSSL), qui fut détruit et brûlé en 1998 ; la maison de Mohamed où il serait né en 570. Transformée en marché d'animaux, pendant un temps, son assiette servit à la construction d'un bâtiment au début du XXe siècle. La maison de Khadija, première femme de Mohamed, où il aurait reçu la plupart de ses premières révélations, aurait également été détruite : en 1989, elle fut recouverte par des toilettes publiques. La maison du Prophète à Médine où il vécut durant son exil ainsi que des centaines d'autres sites ont été détruits, alors que les musulmans auraient rêvé les visiter, non pour les adorer mais pour renforcer leur foi. Si cela peut consoler Erdogan…

Les Saoudiens affichent leur rejet du passé ottoman qui n'a d'ailleurs, dans le Hedjaz comme partout ailleurs dans le monde arabe ou chrétien, laissé aucune empreinte culturelle. Aujourd'hui, Riyad est agacé devant ce néo-ottomanisme arrogant qui propose son néosunnisme aux importateurs de piété et de toc. Elle considère le prosélytisme et la prédication comme son apanage et que nul ne doit faire de l'ombre à un wahhabisme désormais béni par les Etats-Unis à qui il rend de grands services, considérant l'augmentation des ventes d'armes grâce au terrorisme.

Outil de pénétration commerciale comme l'était l'église pour le colonialisme, l'islamisme a beaucoup servi à l'Arabie Saoudite comme outil de marketing pour créer des marchés pour le pèlerinage et la omra. Aujourd'hui, Ankara utilise l'arme religieuse à des fins commerciales et stratégiques d'une manière beaucoup plus offensive, et supplante nombre de pays qui faisaient de la prédication un double usage, à des fins de propagande et à des fins commerciales, d'ailleurs les deux étant intimement liées. La colère saoudienne est d'autant plus grande que le prosélytisme d'Ankara touche même l'Afrique et l'Asie Centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizistan, Turkménistan, Tadjikistan) en mettant à disposition dans les ambassades un service cultuel pour aider leurs peuples «égarées» par le communisme à se reconstruire religieusement.

A. E. T.

(A suivre)

Note 1 : lire la 7e partie.